



# Projet d'aménagement d'une plateforme de messagerie

Département du Rhône (69) - Commune de Saint-Pierre-de-Chandieu

**Note d'accompagnement à la demande d'examen au Cas par Cas**



*Source photographie : ADEV Environnement, avril 2025*

### Le Demandeur :

**SCCV SPDC MU – promoteur, aménageur constructeur**

Anna DANG – Directrice de programmes

Tél. : 06 17 56 19 87

Mail : [adang@exia.fr](mailto:adang@exia.fr)

7 rue Pierre et Marie Curie, 45140 Ingre



### Réalisation de l'étude :

**GROUPE APAVE SUD-EUROPE**

**Agence Climat et Durabilité - Unité Nature**

Victor DANIEAU, consultant Aménagement / Environnement

Tél. : 06 63 36 39 33

Mail : [victor.danieau@apave.com](mailto:victor.danieau@apave.com)

385 Allée des Frènes, 69760 Limonest



# Préambule

Le Code de l'Environnement prévoit que les projets pouvant potentiellement impacter l'environnement ou la santé humaine doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas par l'Autorité Environnementale, comme indiqué à l'article L.122-1 : « *Les projets qui, par leur nature, leur dimension ou leur localisation, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine font l'objet d'une évaluation environnementale en fonction de critères et de seuils définis par voie réglementaire et, pour certains d'entre eux, après un examen au cas par cas effectué par l'autorité environnementale.* »

Le présent projet prévoit la création d'une plateforme de messagerie.

Le présent document constitue **une note d'accompagnement au formulaire CERFA de demande d'examen au cas par cas pour le projet d'aménagement d'une plateforme de messagerie** sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-de-Chandieu (69), afin de déterminer les enjeux environnementaux et présenter les impacts potentiels ainsi que les mesures adaptées et retenues par le maître d'ouvrage.

Dans le cas présent, le présent projet est concerné par la rubrique n°39 du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement :

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement	a) Travaux et constructions créant une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m <sup>2</sup> dans un espace autre que :  -les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme, lorsqu'un plan local d'urbanisme est applicable ;  -les secteurs où les constructions sont autorisées au sens de l'article L. 161-4 du même code, lorsqu'une carte communale est applicable ;  -les parties urbanisées de la commune au sens de l'article L. 111-3 du même code, en l'absence de plan local d'urbanisme et de carte communale applicable ;	a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> ;
	b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 10 ha ;	
	c) Opérations d'aménagement créant une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m <sup>2</sup> dans un espace autre que :  -les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme lorsqu'un plan local d'urbanisme est applicable ;  -les secteurs où les constructions sont autorisées au sens de l'article L. 161-4 du même code, lorsqu'une carte communale est applicable ;  -les parties urbanisées de la commune au sens de l'article L. 111-3 du même code, en l'absence de plan local d'urbanisme et de carte communale applicable.	b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est compris entre 5 et 10 ha, ou dont

Le projet doit donc faire l'objet d'un examen au cas par cas par l'Autorité Environnementale compétente (mission régionale d'autorité environnementale – MRAE – d'Auvergne Rhône-Alpes) qui déterminera par décision s'il doit faire l'objet d'une étude d'impact environnementale ou s'il en est exempté.

Le présent document constitutif du dossier de demande d'examen au cas par cas est une note d'accompagnement à l'instruction. Sa vocation est d'aider à la compréhension du contexte et de montrer que les enjeux et la doctrine ERC (Éviter-réduire-Compenser) ont été appréhendés.

La note présente successivement :

- Le contexte actuel de la zone du projet ;
- Les caractéristiques du projet ;
- Les enjeux environnementaux identifiés et lorsque cela est nécessaire, la justification de l'absence d'enjeux ;
- Les impacts potentiels et mesures d'évitement, de réduction et éventuellement de compensation retenues par le maître d'ouvrage ;
- L'analyse des effets cumulés avec d'autres projets identifiés dans le secteur.

# Sommaire

<b>1. Contexte de la zone de projet.....</b>	<b>6</b>
1.1. Localisation géographique et contexte administratif.....	6
1.2. Présentation de la zone de projet et de ses abords .....	7
<b>2. État initial de l'environnement .....</b>	<b>9</b>
2.1. Milieu physique .....	10
2.2. Milieu humain.....	14
2.3. Milieu naturel : contexte écologique et réglementaire.....	21
2.4. Pré-diagnostic écologique .....	25
2.5. Synthèse des enjeux environnementaux.....	29
<b>3. Description du projet.....</b>	<b>30</b>
3.1. Contexte .....	30
3.2. Aménagements.....	30
3.3. Gestion des eaux de pluie et de ruissellement.....	33
<b>4. Impacts du projet et mesures mises en œuvre .....</b>	<b>35</b>
<b>5. Analyse des effets cumulés .....</b>	<b>39</b>

# 1. Contexte de la zone de projet

## 1.1. Localisation géographique et contexte administratif

La zone de projet se localise dans la partie sud-est du département du Rhône (69), en région Auvergne Rhône-Alpes, sur la commune de Saint-Pierre-de-Chandieu.

Cette commune péri-urbaine appartient à la communauté de communes de l'Est lyonnais qui comprend huit communes.

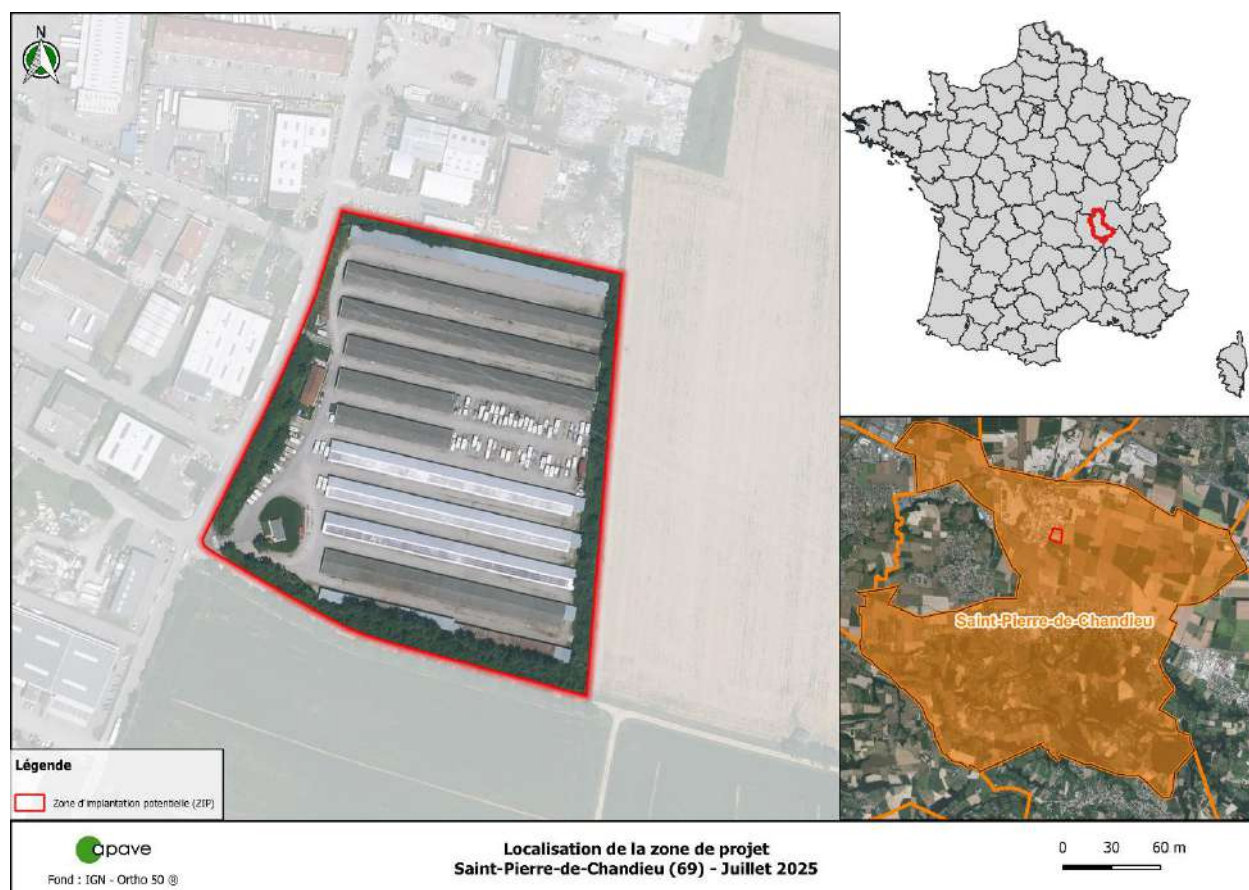


Figure 1 : Localisation de la zone d'étude

## 1.2. Présentation de la zone de projet et de ses abords

### 1.2.1. La zone de projet

La zone de projet (ou zone d'implantation potentielle) est située au cœur d'une zone d'activité (ZA Les Portes du Dauphiné) en périphérie Nord du centre-bourg de Saint Pierre de Chandieu et au Nord-Est de Toussieu.

L'urbanisation environnante est composée principalement d'entreprises. La zone de projet est actuellement occupée par la société SERLEC, société de gardiennage et location longue durée. Elle ferme définitivement ses portes fin juillet 2026.

La zone de projet comprend une unique parcelle cadastrale : AH0094.



Figure 2 : Parcelle cadastrale du projet



### 1.2.2. Les abords

Les abords de la zone d'étude sont concernés par :

- La ligne ferroviaire 905000 Ligne Lyon – Grenoble à environ 650 mètres au nord ;
- Une carrière située à l'Ouest de la zone d'étude ;
- De nombreuses carrières situées un peu plus loin, au nord de la zone d'étude ;
- Des terres agricoles au Sud et à l'Est de la zone d'étude ;
- Une zone d'activité comprenant de nombreux locaux commerciaux ;
- Le centre-ville de la commune de Toussieu identifié à environ 1,4 km au Sud-Ouest de la zone de projet ;
- Le centre-ville de la commune de Saint-Pierre-de-Chandieu identifié à environ 1 km au Sud de la zone de projet.

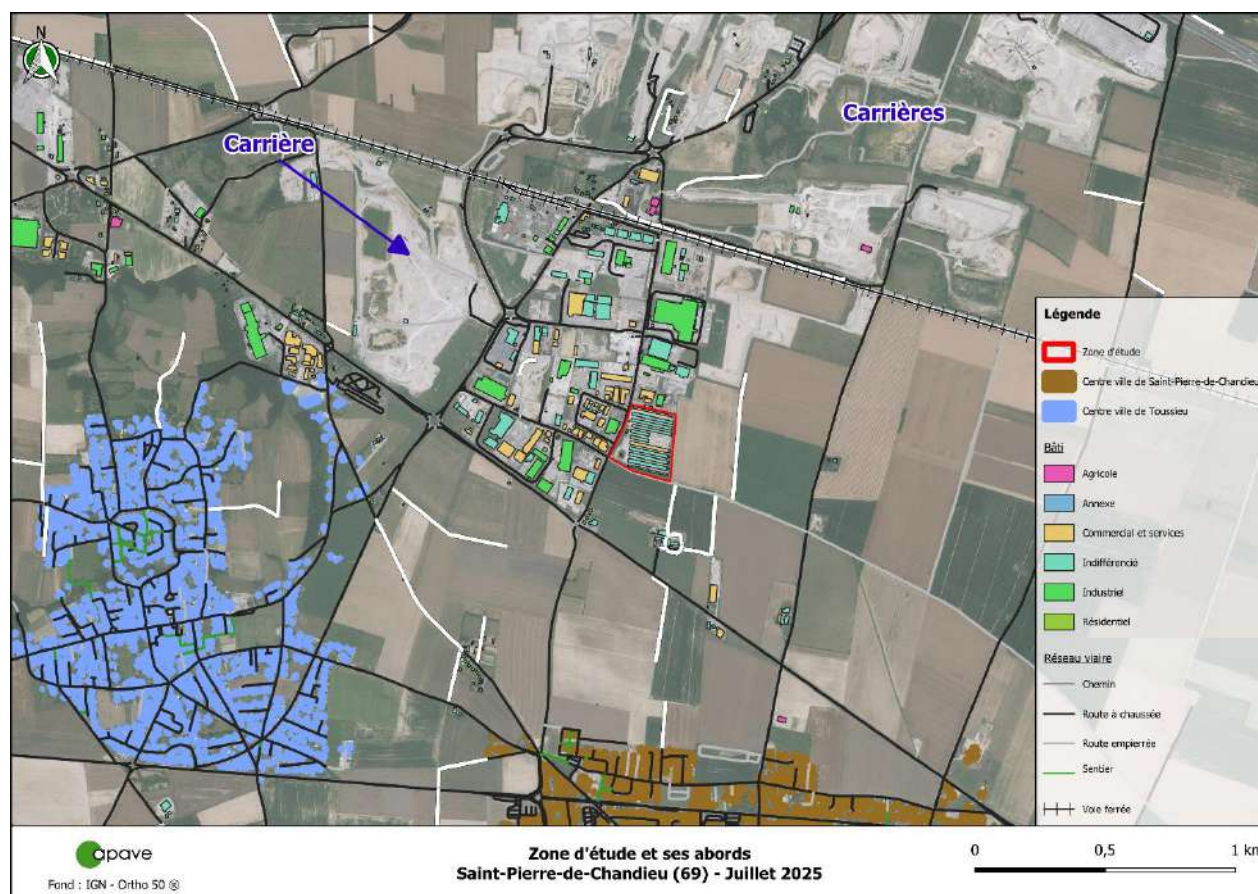


Figure 3 : Les abords de la zone de projet



## 2. État initial de l'environnement

La zone d'implantation potentielle (ZIP) correspond à l'aire parcellaire du futur projet.

La caractérisation des enjeux environnementaux a été réalisée par recherche bibliographique principalement via les sites Internet des services de l'État et les SIG en ligne (Géoportail, Géorisques, Atlas des patrimoines, etc...).

Les thématiques détaillées ci-après en se basant sur le formulaire CERFA n°14734\*04, sont celles qui ont été jugées pertinentes dans le cadre du projet.

Pour chaque enjeu environnemental recensé dans l'aire d'étude, le niveau d'enjeu est défini par le code couleur ci-dessous.

Niveau d'enjeu	N = Nul Ne = Négligeable Tf = Très faible	FAIBLE	MODERE	FORT
----------------	---	--------	--------	------

## 2.1. Milieu physique

### 2.1.1. Topographie

Au droit de l'aire d'étude, les altitudes varient entre 240 mètres NGF et 245 mètres NGF environ. La déclivité générale de la zone de projet est très faible et légèrement orientée ouest/est.

### 2.1.2. Géologie

D'après la notice du BRGM Givors n°722, l'aire d'étude est caractérisée par la présence d'alluvions fluvio-glaciaires wurmiennes.

#### 2.1.2.1. Documents de planification

L'aire d'étude est localisée au sein du Schéma Directeur d'aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027.

L'aire d'étude est localisée au sein du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Est Lyonnais.

#### 2.1.2.2. Réseau hydrographique

D'après les données issues de la BD Topo (IGN) et du SDAGE Rhône-Méditerranée, **l'aire d'étude n'est concernée par aucun cours d'eau ni plan d'eau**. Les cours d'eau les plus proches sont :

- Le ruisseau l'Ozon, cours d'eau localisé à environ 3,5 km au Sud ;
- Le ruisseau de Bivet, cours d'eau localisé à environ 7 km à l'Est ;

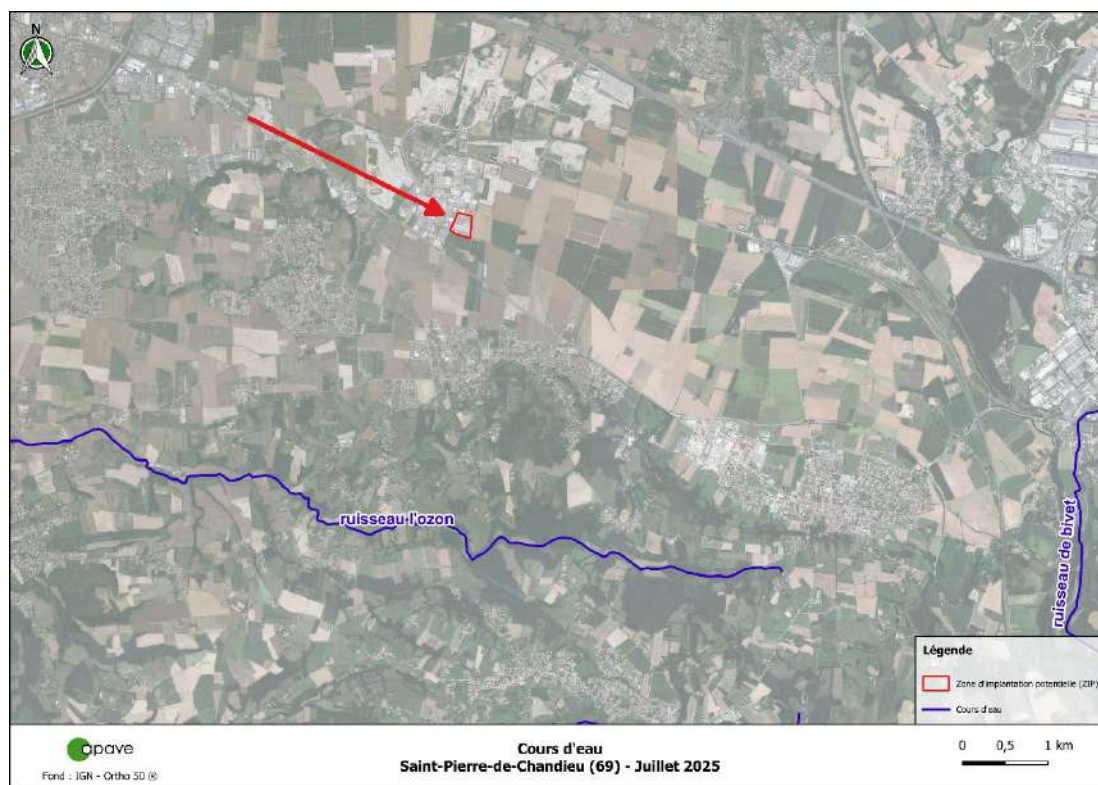


Figure 4 : Cours d'eau à proximité de la zone de projet

### 2.1.2.3. Bassins versants et qualité des eaux superficielles

L'aire d'étude se situe dans bassin versant de l'Est Lyonnais au sens du SDAGE Rhône-Méditerranée.

**Aucune masse d'eau superficielle n'est présente au sein ou aux abords immédiats de l'aire d'étude.**

### 2.1.2.4. Zones humides

Un travail de modélisation des milieux potentiellement humides à l'échelle de la France sollicité par le ministre de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie a été réalisé par l'Unité 1106 InfoSol de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) et AGROCAMPUS OUEST.

Fortement influencée par la topographie, la présence des zones humides potentielles dépend principalement de la géomorphologie, des précipitations et du dénivelé des cours d'eau.

**D'après cette source de données, les milieux potentiellement humides aucun milieu potentiellement humide n'est recensé au sein de la zone d'implantation potentielle.**

**Une probabilité assez forte de présence de milieux potentiellement humides est localisée au sud de la ZIP.**

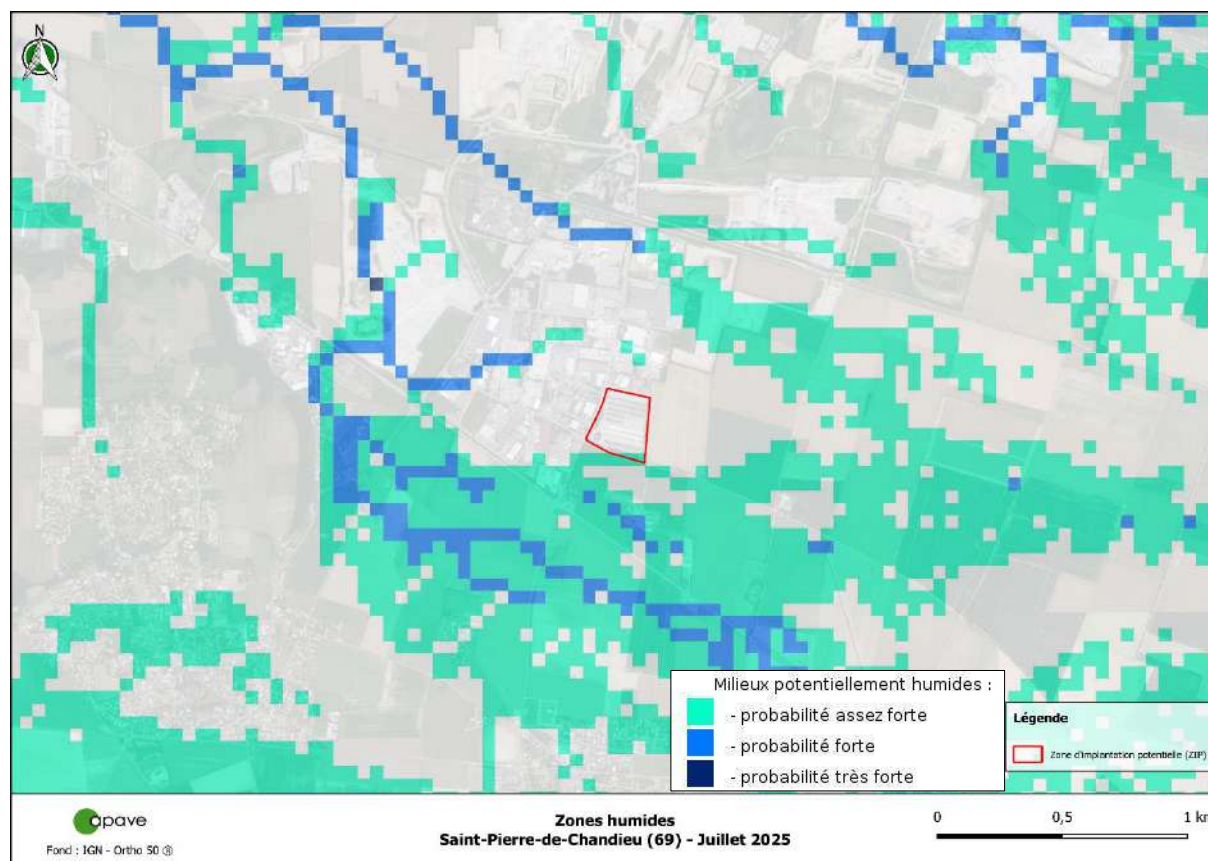


Figure 5 : Milieux potentiellement humides autour de la zone de projet

### 2.1.3. Aquifères et masses d'eau souterraines

#### 2.1.3.1. Entités hydrogéologiques

L'aire d'étude immédiate se trouve au niveau de l'entité hydrogéologique affleurante « Formations fluvio-glaciaires du couloir d'Heyrieux » (521AK00). Il s'agit d'un système aquifère à nappe libre de nature sédimentaire.

#### 2.1.3.2. Masses d'eau souterraines

L'AEI se situe également sur la masse d'eau souterraine FRDG334 – Couloirs de l'Est lyonnais (Meyzieu, Décines, Moins) et alluvions de l'Ozon, à dominante sédimentaire non alluviale et entièrement libre. Les états quantitatif et chimique de la masse d'eau sont qualifiés de médiocres.

### 2.1.4. Risques naturels

#### 2.1.4.1. Inondations

La commune de Saint-Pierre-de-Chandieu est inscrite dans le périmètre du Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles d'Inondation de la Vallée de l'Ozon. Toutefois, la ZIP est comprise dans un secteur hors zones réglementée du PPRI.

La zone d'étude n'est concernée par aucun Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI), aucun Atlas des Zones Inondables (AZI) ni par un risque de remontée de nappes. Aucun risque majeur d'inondation ne concerne la zone du projet.

#### 2.1.4.2. Risque sismique

Selon le site Internet Géorisques, la commune de Saint-Pierre-de-Chandieu a un niveau de sismicité modéré (zone 3).

#### 2.1.4.3. Aléa retrait-gonflement des argiles

La moitié Est de la zone d'implantation potentielle est soumise à un aléa retrait-gonflement des argiles faible.

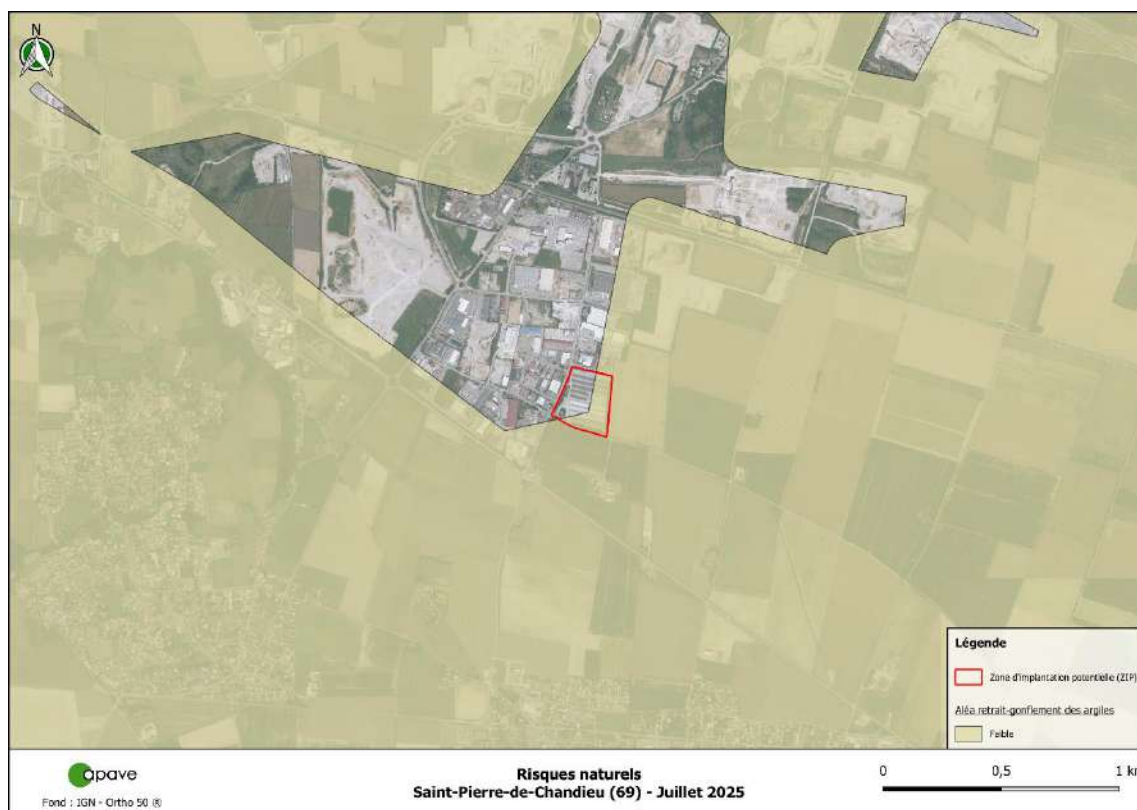


Figure 6 : Risques naturels

### 2.1.5. Synthèse des enjeux du milieu physique

Thématique	Enjeux
<i>Topographie</i>	TRES FAIBLE
<i>Géologie</i>	TRES FAIBLE
<i>Eaux superficielles</i>	TRES FAIBLE
<i>Aquifères et masses d'eau souterraines</i>	TRES FAIBLE
<i>Risques naturels</i>	TRES FAIBLE



## 2.2. Milieu humain

### 2.2.1. Bâti et équipements

Les abords de la zone d'étude sont représentatifs d'une zone d'activité industrielle et commerciale. De nombreux bâtiments commerciaux et locaux techniques y sont implantés. Une carrière est identifiée à l'Ouest de la zone d'étude. Quelques bâtiments résidentiels sont présents au sein de cette zone d'activité.

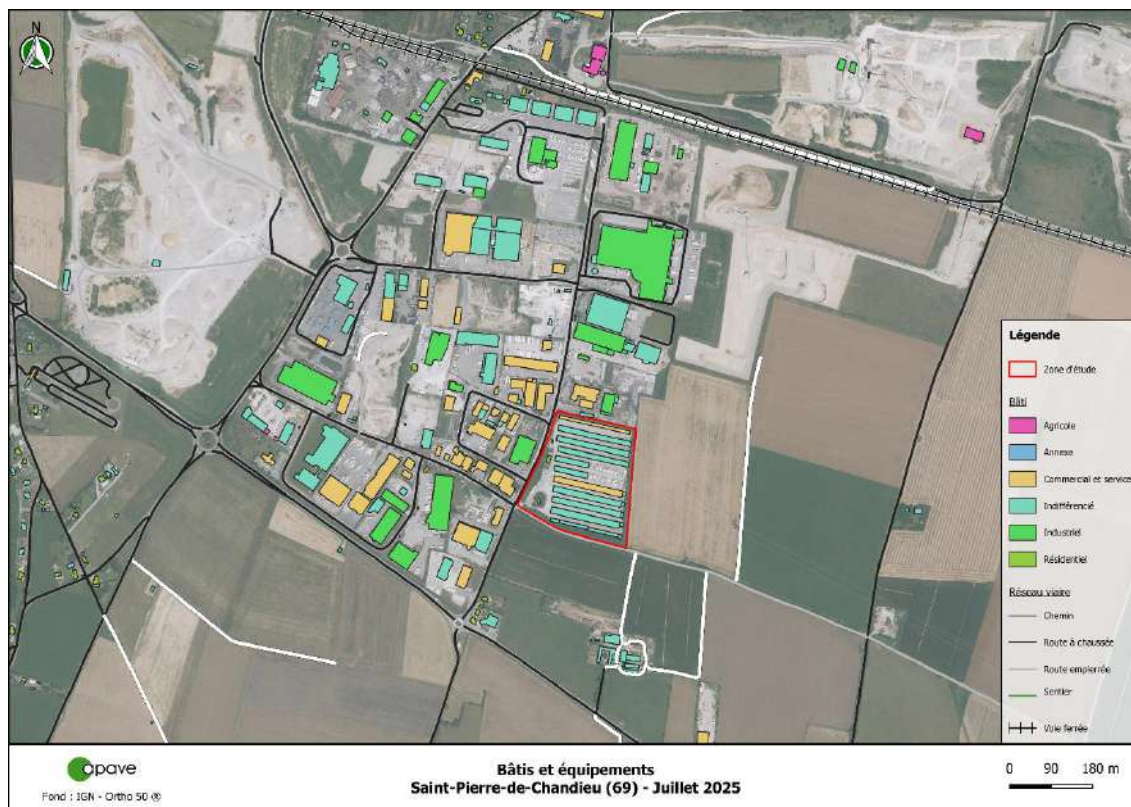


Figure 7 : Bâti et équipement

### 2.2.2. Contexte socio-économique

La commune de Saint-Pierre-de-Chandieu, située dans le département du Rhône, est une commune d'environ 4 588 habitants (population municipale en 2022). Elle se distingue par une population dont l'indice de vieillissement (72 personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes de moins de 20 ans) suggère une tendance au rajeunissement, attirant notamment les cadres et les personnes en milieu de carrière (35-55 ans).

Elle fait partie de la Communauté de Communes de l'Est Lyonnais (CCEL). De plus, Saint-Pierre-de-Chandieu est intégrée à l'aire d'attraction de Lyon, confirmant son lien fort avec la métropole.

En 2022, la commune comptait un nombre significatif d'emplois (2 117 emplois total au lieu de travail, dont 87% de salariés) avec un taux d'activité des 15-64 ans élevé (79,1%) et un taux de chômage modéré (6,0%). Les établissements actifs à Saint-Pierre-de-Chandieu (données 2022) se répartissent principalement comme suit (pour les établissements employeurs) :

- Commerce, transports et services divers : 62,1%
- Industrie : 14,8%
- Construction : 15,8%
- Administration publique, enseignement, santé et action sociale : 5,9%
- Agriculture, sylviculture et pêche : 1,5%

Cela témoigne d'un tissu économique diversifié, avec une forte prépondérance des activités de services et de commerce, tout en conservant une part notable pour l'industrie et la construction.

### 2.2.3. Paysage et occupation du sol

D'après les données fournies par la base de données européenne Corine Land Cover (2018), l'occupation des sols sur l'aire d'étude est en **zone industrielle et commerciale**.

Le projet s'inscrit dans une **matrice périurbaine** entre des industries, commerces, services et zones agricoles. La parcelle projetée est enclavée entre zone industrielle, commerciale et terres agricoles.

### 2.2.4. Patrimoine

Selon l'Atlas des patrimoines, **aucune servitude patrimoniale** ne grève la zone de projet et ses abords.

**Aucun** patrimoine architectural, culturel, archéologique ou paysager n'est identifié sur le territoire communal.

### 2.2.5. Documents d'urbanisme et servitudes

#### 2.2.5.1. Schéma de Cohérence Territorial (SCoT)

**La commune de Saint-Pierre-de-Chandieu est intégrée dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de l'agglomération lyonnaise.** Approuvé en 2010, le territoire du SCoT couvrait 72 communes correspondant à 3 intercommunalités et 4 communes isolées. Après une large concertation, ce document a défini un projet d'aménagement et de développement durable (PADD). Il est structuré autour de certains grands axes présentés ci-après :

- Développer l'attractivité économique ;
- Développer l'attractivité résidentielle ;
- Faire de l'environnement un facteur de développement [...] ;

Le SCoT fixe également des objectifs sur les habitats, l'environnement et les ressources naturelles, la qualité de vie, santé et sécurité des habitants [...].

De plus, ce document doit évoluer pour prendre en compte de nouvelles dispositions nationales, régionales et locales. Il s'agit par exemple du Zéro Artificialisation Nette (ZAN) en 2050 réclamé par les lois Biodiversité et Climat et résilience.

#### 2.2.5.2. Document d'urbanisme local

La commune de Saint-Pierre-de-Chandieu dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) depuis le 28 février 2019.

La zone d'étude est concernée par **le zonage urbain U – Uia : zone où les garages collectifs de caravanes sont admis**.

La zone d'étude ne comprend aucun emplacement réservé ni aucune Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

**Le règlement du PLU n'interdit pas l'implantation d'un bâtiment de messagerie.**

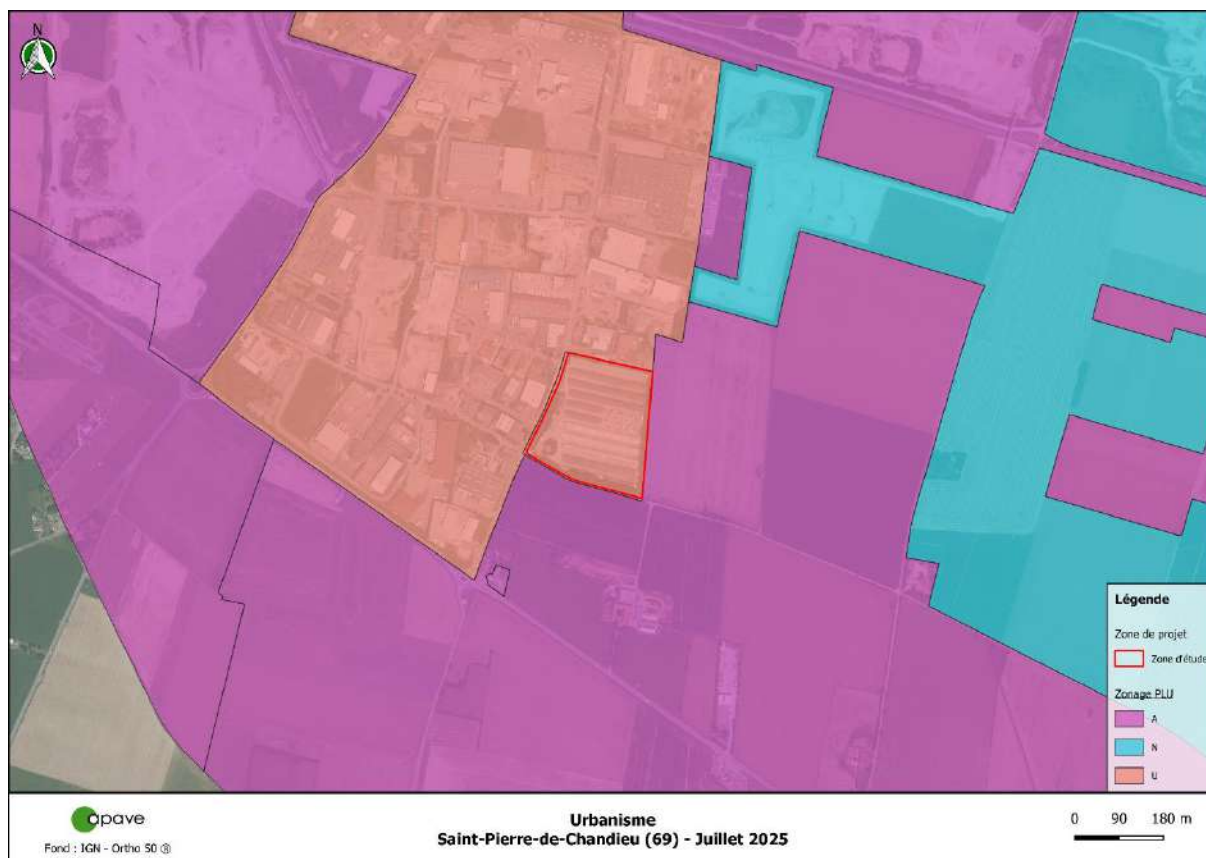


Figure 8 : Extrait du plan de zonage PLU de Saint-Pierre-de-Chandieu

### 2.2.5.3. Servitudes

Localisée à environ 7 km au Sud-Ouest de l'aéroport Saint-Exupéry, l'aire d'étude est grevée par son Plan de Servitude Aéronautique (PSA). Le projet n'est pas de nature à remettre en question la compatibilité de ce dernier avec la servitude aéronautique.

## 2.2.6. Risques industriels et technologiques

### 2.2.6.1. Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

D'après les données de Géorisques, la zone d'étude est localisée autour de nombreuses ICPE. Six ICPE sont recensées dans les 250 mètres autour de la zone de projet.

**On y retrouve des entreprises de recyclage, stockage industriel, travaux ou encore logistique.**

### 2.2.6.2. Sites industriels relevant de la directive SEVESO

Les établissements industriels ICPE présentant les dangers les plus graves pour la population ou l'environnement relèvent de la directive SEVESO.

**Un site SEVESO seuil haut est présent à environ 650 mètres au nord de la zone d'étude. Il s'agit de SARPI Thinktech, filiale de VEOLIA, entreprise spécialisée dans le traitement et la valorisation d'effluents, biogaz et pollutions souterraines.**

### 2.2.6.3. Transports de matières dangereuses

D'après le DDRM du Rhône, la commune de Saint-Pierre-de-Chandieu n'est pas directement concernée par le risque de transports de matières dangereuses.

**Aucune canalisation ou voie routière identifiée comme itinéraire de transit prioritaire pour le transport de matières dangereuses (TMD) n'a été relevée au droit de la zone d'étude.**

## 2.2.7. Sites et sols pollués

D'après les données du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), la zone d'étude n'accueille **aucun secteur d'information sur les sols (SIS), ni site concerné par une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL).**

De nombreux **anciens sites industriels et activité de service** sont identifiés dans la zone d'activité du présent projet ainsi que sur la parcelle du projet. En effet, la zone d'étude est concernée par l'ancien site industriel SSP 4061701. Il s'agit d'une ancienne carrière de sable et graviers ayant été remblayée avec des déchets illicites (entreprise DAFFLON).

Enfin, **trois sites pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (BASOL)** sont identifiés à environ 600 mètres au nord de la zone d'étude.



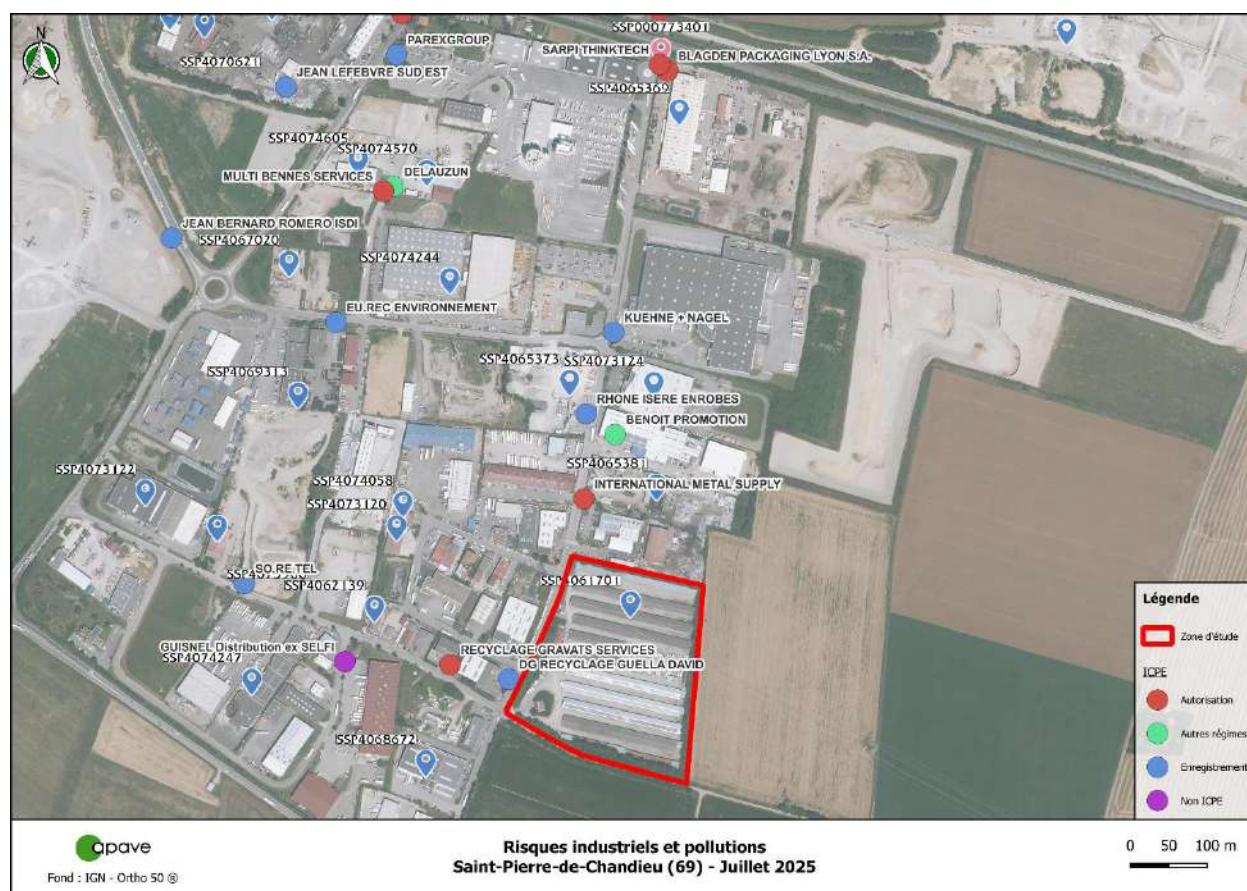


Figure 9 : Risques industriels et pollutions



## 2.2.8. Réseaux

### 2.2.8.1. Réseau d'eau potable

La zone d'étude n'est pas concernée par un captage d'alimentation en eau potable et ses périmètres de protection.

### 2.2.8.2. Trame viaire

Les voies communales d'accès et de circulation dans la zone d'activité forment le réseau local de la zone d'étude.

### 2.2.8.3. Réseau ferré

La voie ferrée la plus proche de la zone d'étude est localisée à environ 650 mètres de la zone de projet. Il s'agit de la ligne ferroviaire 905000 Ligne Lyon – Grenoble à environ 650 mètres au nord.

### 2.2.8.4. Réseau électrique

**De nombreuses lignes électriques ENEDIS (souterraines et HTA/BT) sont localisées aux abords de la zone du projet.** Aucune de ces lignes ne traversent la zone d'étude.

**Deux lignes aériennes RTE traversent la zone d'étude.** Un réseau souterrain RTE est également recensé au sein de la zone d'activité.

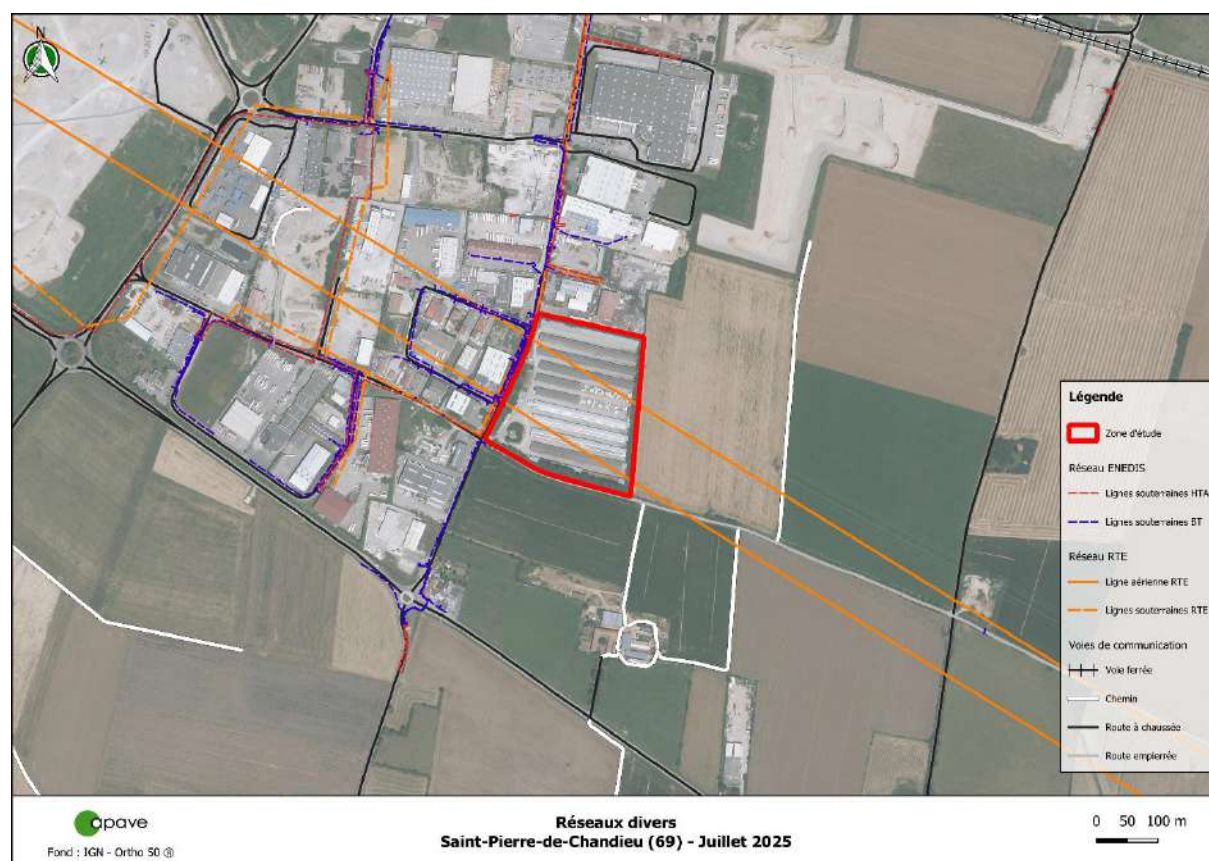


Figure 10 : Réseaux divers

### 2.2.9. Synthèse des enjeux du milieu humain

Thématique	Enjeux
<i>Bâtis et équipements</i>	TRES FAIBLE
<i>Contexte socio-économique</i>	TRES FAIBLE
<i>Risques industriels et technologiques</i>	FAIBLE
<i>Sites et sols pollués</i>	MODERE
<i>Réseaux</i>	TRES FAIBLE
<i>Paysage et occupation du sol</i>	TRES FAIBLE
<i>Patrimoine</i>	TRES FAIBLE
<i>Documents d'urbanisme et servitudes</i>	TRES FAIBLE

## 2.3. Milieu naturel : contexte écologique et réglementaire

*Une aire d'étude éloignée (ou AEE) de 5 km autour de la zone projet a été utilisée dans l'analyse des données bibliographiques.*

*Cette analyse a été réalisée dans le cadre de cette étude à partir des zonages réglementaires et d'inventaires.*

### 2.3.1. Le réseau Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un réseau développé à l'échelle européenne qui se base sur deux directives : la Directive n°79/409 pour la conservation des oiseaux sauvages et la Directive n° 92/43 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la flore et la faune sauvages. Ces directives ont donné naissance respectivement aux Zones de Protection Spéciale (ZPS) et aux Zones Spéciales de Conservation (ZSC).

**Aucun site Natura 2000 est identifié au sein de l'aire d'étude éloignée. Le site Natura 2000 le plus proche se situe à plus de 10 km à l'est de la zone de projet.**

### 2.3.2. Les réserves de biosphères

Les réserves de biosphère sont des zones d'écosystèmes terrestres ou côtiers où l'on privilégie les solutions permettant de concilier la conservation de la biodiversité et son utilisation durable.

**Aucune réserve de biosphère n'est recensée au sein ou à proximité de l'AEE.**

### 2.3.3. Les arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB)

L'objectif des arrêtés préfectoraux de protection de biotope est la préservation des habitats naturels nécessaires à la survie des espèces végétales et animales menacées. Cet arrêté est pris par le préfet au niveau départemental et fixe les mesures qui doivent permettre la conservation des biotopes.

**Aucun APPB n'est recensé dans un rayon de 5 km autour de la zone d'étude.**

### 2.3.4. Les réserves naturelles

L'objectif d'une réserve naturelle est de protéger les milieux naturels exceptionnels, rares et/ou menacés en France. Les réserves naturelles peuvent être instaurées par l'État ou les régions. Toute action susceptible de nuire au développement de la flore ou de la faune, ou entraînant la dégradation des milieux naturels est interdite ou réglementée.

**Aucune réserve naturelle régionale ou nationale n'est répertoriée dans un rayon de 5 km autour de la zone d'étude.**

### 2.3.5. Les réserves biologiques

Les réserves biologiques sont des outils de protection pour les forêts. Le classement en réserve biologique se fait donc à l'initiative de l'Office National des Forêts et est validé par arrêté interministériel.

**Aucune réserve biologique n'est recensée dans un rayon de 5 km autour de la zone d'étude.**

### 2.3.6. Les parcs naturels régionaux (PNR)

Un Parc naturel régional est un territoire rural habité, reconnu au niveau national pour sa forte valeur patrimoniale et paysagère, mais aussi pour sa fragilité et les enjeux variables qui pèsent sur lui.

Un Parc naturel régional s'organise donc autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur l'équilibre entre la protection et la valorisation de ses patrimoines naturels et culturels. Un document officiel compile ce projet : la Charte du Parc.

**La zone d'étude n'est incluse dans aucun parc naturel régional.**

### 2.3.7. Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique ou floristique (ZNIEFF)

L'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique ou floristique (ZNIEFF) repose sur la richesse des milieux naturels ou la présence d'espèces floristiques ou faunistiques rares ou menacées.

On distingue : les ZNIEFF de type I, qui sont des secteurs limités géographiquement ayant une valeur biologique importante et les ZNIEFF de type II, qui regroupent des ensembles plus vastes.

Ces zones révèlent la richesse d'un milieu. Si le zonage en lui-même ne constitue pas une contrainte juridique susceptible d'interdire un aménagement en son sein, il implique sa prise en compte et des études spécialisées naturalistes systématiques d'autant plus approfondies si le projet concerne une ZNIEFF I.

**Aucune ZNIEFF de type I ou II n'est comprise dans la zone d'étude éloignée.**

### 2.3.8. Les Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Les articles L. 142-1 et suivants du Code de l'Urbanisme donnent la possibilité au département d'élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles dans l'optique de « préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels [...] et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels ». Cette politique d'acquisition et de gestion de ces espaces est financée grâce à une taxe spéciale (TDENS) et peut faire l'objet d'instauration de zones de préemption.

**Aucun ENS n'est répertorié dans un rayon de 5 km autour de la zone d'étude.**

### 2.3.9. Les sites acquis par le Conservatoire d'Espaces Naturels

Les Conservatoires d'Espaces Naturels (CEN) contribuent à la gestion, la protection et la valorisation du patrimoine naturel, notamment par la maîtrise foncière. Ainsi, on dénombre en 2019 plus de 3 249 sites, recouvrant 160 689 ha du territoire français. Ces sites sont acquis ou font l'objet de baux emphytéotiques ce qui permet au CEN d'en avoir la gestion à long terme. De plus, 35% de ces sites bénéficient aussi d'un statut de protection comme : ENS, APPB ou réserves naturelles.

**Aucun site acquis par le CEN n'est recensé dans un rayon de 5 km autour de la zone d'étude.**

### 2.3.10. Les mesures compensatoires environnementales

Toutes les mesures compensatoires environnementales prescrites dans un acte administratif (prévu par l'article L. 163-5 du code de l'environnement) et géolocalisables sont disponibles. Il est important de prendre en compte leur présence et l'objectif de ces différentes zones. L'aménagement d'un projet n'est pas possible sur les zones compensatoires environnementales.

**Quatre zones de mesures compensatoires environnementales sont recensées dans un rayon de 5 km autour de la zone d'étude.**

### 2.3.11. Trame verte et bleue SRCE

La trame écologique locale s'appréhende à deux niveaux :

- Au niveau du territoire, via les données relatives aux espaces inventoriés, les espaces gérés et les espaces protégés, ainsi que les données relatives à l'occupation des sols, et aux interactions possibles entre ces sites (les connexions, que l'on dénomme plus généralement la Trame Verte et Bleue) ;
- Au niveau du site, via des données naturalistes plus localisées.

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) est le volet régional de la trame verte et bleue (TVB). Ces objectifs sont :

- Identifier les composantes de la trame verte et bleue (réservoirs de biodiversité, corridors, cours d'eau et canaux, obstacles au fonctionnement des continuités écologiques) ;
- Identifier les enjeux régionaux de préservation et de restauration des continuités écologiques, et définir les priorités régionales à travers un plan d'action stratégique ;
- Proposer les outils adaptés pour la mise en œuvre de ce plan d'action pour la préservation et la restauration des continuités écologiques.

Il a pour objet principal la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques. La préservation des continuités écologiques vise le maintien de leur fonctionnalité. La remise en bon état des continuités écologiques vise l'amélioration ou le rétablissement de leur fonctionnalité.

La fonctionnalité des continuités écologiques repose notamment sur :

- La diversité et la structure des milieux qui les composent et leur niveau de fragmentation ;
- Les interactions entre milieux, entre espèces et entre espèces et milieux ;

Le schéma régional de cohérence écologique de Rhône-Alpes a été adopté par arrêté du préfet de région le 16 juillet 2014.

**Aucun élément de la TVB ne traverse la zone d'étude. L'élément le plus proche se situe à plus de 1,8 km de la zone d'étude.**

### 2.3.12. Synthèse des enjeux du contexte écologique et réglementaire

Milieu naturel : contexte écologique et réglementaire	Enjeux
Mesures compensatoires existantes	FAIBLE
Trame verte et bleue – SRCE	TRES FAIBLE





Figure 11 : Synthèse du contexte écologique et réglementaire

## 2.4. Pré-diagnostic écologique

Dans le cadre du projet, la certification BREEAM INC V6 est souhaitée par le porteur de projet. Pour atteindre le profil visé, le passage d'un écologue est nécessaire. Ainsi, un diagnostic écologique incluant deux visites au mois d'avril a été réalisé :

Date de la sortie	Thématique	Conditions météorologiques	Nombre d'intervenants
28/04/2025	Groupes principaux : - Flore, habitats, zones humides - Insectes Groupes secondaires : - Mammifères, reptiles, oiseaux	Couverture nuageuse : 20% Vent : Nul Température : 18 à 24°C Pluie : Ø	2 personnes
29/04/2025	Groupes principaux : - Flore, habitats - Oiseaux Groupes secondaires : - Mammifères, reptiles, insectes	Couverture nuageuse : 20% Vent : Nul Température : 14 à 19°C Pluie : Ø	2 personnes

Les visites réalisées ont permis sur la base des observations naturalistes collectées, d'évaluer les sensibilités écologiques du site. Différentes méthodes ont été utilisées pour inventorier les espèces présentes sur le site, elles ont été adaptées en fonction des groupes d'espèces recherchées.

### 2.4.1. Habitats naturels et flore

Le projet est situé sur un complexe anthropique existant. Les habitats dits naturels sont inexistant. Ils sont tous issus d'un remaniement des sols.

Code EUNIS	Code CORINE Biotope	Dénomination	Habitat d'intérêt communautaire	Habitat caractéristique des zones humides	Surface (m²)
E1.26	87	Végétations herbacées anthropiques	Non	Non	222
E1.E	-	Pelouses xériques piétinées à espèces annuelles	Non	Non	722
E1.E x J4.2	-	Pelouses xériques piétinées à espèces annuelles x Réseaux routiers	Non	Non	37
E2.65	-	Pelouses de petite surface	Non	Non	460
F3.11	31.81	Fourrés médio-européens sur sols riches	Non	Non	624
FA.1 x FA.3	84.2	Haies d'espèces non indigènes x Haies d'espèces indigènes riches en espèces	Non	Non	6 691
FA.1 x FA.4	84.2	Haies d'espèces non indigènes x Haies d'espèces pauvres en espèces	Non	Non	1 934

H5.35	-	Graviers avec peu ou pas de végétation	Non	Non	19 342
J1.4	86.3	Sites industriels et commerciaux en activité des zones urbaines et périphériques	Non	Non	1 391
J1.41	-	Sites industriels et commerciaux en activité des zones urbaines et périphériques	Non	Non	18 166
J2.1	86	Habitats résidentiels dispersés	Non	Non	289
J2.51	-	Clotures	Non	Non	116
J4.2	-	Réseaux routiers	Non	Non	1 444
X25	-	Jardins domestiques des villages et des périphéries urbaines	Non	Non	171

De plus, un sondage pédologique a été réalisé dans le but déterminer la présence de zones humides. Ce dernier a été réalisé au sein de la haie (code EUNIS : FA.1 x FA.3). Ce dernier n'est pas déterminant d'une zone humide réglementaire. En raison de la nature très anthropique des sols, aucun autre sondage n'a pu être réalisé.

**Aucune zone humide n'a été identifiée sur la zone d'étude.**

Concernant la flore, aucune espèce patrimoniale n'a été détecté. Cependant, 15 espèces dites exotiques envahissantes ont été inventoriées :

- Armoise annuelle ;
- Cotonéaster de Damner ;
- Crépide de Nîmes ;
- Cyprès de l'Arizona ;
- Euphorbe rampante ;
- Laurier-cerise ;
- Onagre sp. ;
- Oxalis dressé ;
- Robinier faux acacia ;
- Sapin de Douglas ;
- Séneçon du Cap ;
- Vergerette annuelle ;
- Vergerette hybride ;
- Véronique de Perse ;
- Vigne vierge à cinq feuilles.





Figure 12 : Occupation du sol

## 2.4.2. Faune

### 2.4.2.1. Avifaune

Lors des inventaires réalisés par ADEV Environnement, 24 espèces d'oiseaux ont été répertoriées au sein de la zone d'étude. Ces espèces sont relativement communes, généralistes et anthropophiles.

Parmi ces 24 espèces, 4 sont patrimoniales. Ces dernières sont considérées comme nicheuses :

- Chardonnet élégant (enjeu modéré) ;
- Faucon crécerelle (enjeu modéré) ;
- Linotte mélodieuse (enjeu modéré) ;
- Serin cini (enjeu modéré).

Sur les 28 espèces, 2 utilisent le site comme zone d'alimentation (Hirondelle rustique et Hirondelle des fenêtres).

### 2.4.2.2. Chiroptères

Aucun inventaire concernant les chiroptères n'a été entrepris sur la zone d'étude. La présence d'espèces communes est probable grâce à la présence de haies denses situées en pourtour de la zone d'étude.

Lors des inventaires, aucun gîte avéré n'a été identifié sur la zone d'étude que ce soit cavernicole ou anthropique.

### 2.4.2.3. Mammifères (hors chiroptères)

Lors des inventaires réalisés par ADEV Environnement en 2025, aucune espèce de mammifères n'a été observée dans la zone d'étude. La présence d'espèces communes est probable mais la zone d'étude présente peu d'habitats favorables à ce taxon.

### 2.4.2.4. Herpétofaune

La zone d'étude n'est pas favorable pour les amphibiens, aucun point d'eau ne permet leur reproduction et l'habitat terrestre présent leurs est peu ou pas favorable.

Une seule espèce de reptiles a été recensée, il s'agit du lézard des murailles et possède un enjeu modéré en raison de sa protection à l'échelle nationale.

### 2.4.2.5. Entomofaune

Au total, 14 espèces ont été inventoriées. Elles sont toutes communes et ne présentent pas de statut particulier.



## 2.5. Synthèse des enjeux environnementaux

Milieu	Thème	Niveau d'enjeu
Milieu physique	<i>Topographie</i>	TRES FAIBLE
	<i>Géologie</i>	TRES FAIBLE
	<i>Eaux superficielles</i>	TRES FAIBLE
	<i>Aquifères et masses d'eau souterraines</i>	TRES FAIBLE
	<i>Risques naturels</i>	TRES FAIBLE
Milieu humain	<i>Bâtis et équipements</i>	TRES FAIBLE
	<i>Contexte socio-économique</i>	TRES FAIBLE
	<i>Risques industriels et technologiques</i>	FAIBLE
	<i>Sites et sols pollués</i>	MODERE
	<i>Réseaux et servitudes</i>	TRES FAIBLE
	<i>Paysage et occupation du sol</i>	TRES FAIBLE
	<i>Patrimoine</i>	TRES FAIBLE
	<i>Documents d'urbanisme et servitudes</i>	TRES FAIBLE
Milieu naturel	<i>Mesures compensatoires existantes</i>	FAIBLE
	<i>Trame verte et bleue - SRCE</i>	TRES FAIBLE
	<i>Habitats naturels et flore</i>	FAIBLE
	<i>Zone humide</i>	TRES FAIBLE
	<i>Avifaune (Chardonnet élégant, Linotte mélodieuse, Serin cini, Faucon crécerelle)</i>	MODERE
	<i>Mammifères (y compris chiroptère)</i>	TRES FAIBLE
	<i>Herpétofaune (Lézard des murailles)</i>	MODERE
	<i>Entomofaune</i>	FAIBLE

Les enjeux relatifs aux pollutions des sols ainsi qu'au milieu naturel sont les plus significatifs. Quelques recommandations sont donc émises sur ces thématiques :

- Gestion des eaux pluviales sur sols pollués : mettre en place un système adapté ;
- Favoriser l'installation de biodiversité au sein des espaces verts du projet ;
- Utiliser les espaces végétalisés comme biotope relai ;
- Préserver les haies existantes qui accueillent la quasi-totalité de la biodiversité locale ;
- Réduire les nuisances potentielles du projet sur la faune locale.

## 3. Description du projet

### 3.1. Contexte

Le projet se situe sur une assiette foncière de 51 801 m<sup>2</sup> dont une grande partie est déjà artificialisée. Ainsi le projet, qui consiste en la construction d'une plateforme de messagerie, comprend les aménagements suivants :

- 2 cellules de messageries équipées d'abris de quais de part et d'autre et desservies par 2 routes d'accès ;
- 1 volume de stockage ;
- 1 volume de bureau ;
- 1 poste de garde ;
- 1 zone technique en façade est :
  - Local technique ;
  - Chaufferie ;
  - Onduleur ;
  - Transformateur ;
  - Zone d'emballage extérieur.

Dans le cadre de ce projet, un parking de 80 places est prévu, avec notamment 4 places dédiées aux PMR, 7 aux covoiturages et 1 pour les futures bornes de recharges de véhicules électriques.

### 3.2. Aménagements

Le projet d'aménagement paysager s'inscrit dans le cadre d'une construction d'un entrepôt de type industriel dédié aux activités de messagerie. Le PLU, impose une surface minimale perméable végétalisée de 10%. Ces surfaces seront obligatoirement enherbées et plantées d'arbres de grand développement.

Une surface de 19 483m<sup>2</sup> est dédiée aux aménagements paysagers extérieurs, soit un ratio de 29,3% de la surface totale du site. Ces espaces paysagers sont principalement occupés par des massifs ornementaux, des espaces arbustifs et des boisements.

Le projet répond au minimum de 10% d'espace vert de pleine terre. La surface enherbée étant égale à 19 483m<sup>2</sup>, le projet comptera une centaine d'arbres répartis sur l'ensemble de la parcelle.

Dans le cadre du PLU, les haies existantes et répertoriées comme étant des éléments naturels remarquables du paysage seront conservées.

Les aménagements des espaces extérieurs de la zone d'étude à Saint-Pierre-de-Chandieu (69) s'intègrent dans le paysage global existant. Le projet répond aux attentes du client en matière d'intégration du projet, offre un cadre de vie verdoyant aux utilisateurs avec des espaces verts qui génèrent des espaces de biodiversité en cohérence avec le climat de la région et la végétation locale.

La végétation joue un rôle écologique mais contribue également à l'intégration visuelle du projet et à la mise en valeur de l'entrée. Les arbres filtrent les vues vers le bâtiment, les véhicules, les bassins, les cuves et marquent les entrées du site ou du bâtiment.

Des arbres seront plantés sur la parcelle, ce seront des essences locales, adaptées aux changements climatiques, résistantes aux sécheresses et non ou peu allergènes. Ils contribuent à la biodiversité et l'intégration visuelle du bâtiment et des véhicules.

Essences des 69 arbres champêtres :

- Quercus ilex (Chêne vert)
- Quercus pubescens (Chêne pubescent)
- Sorbus aria (Alisier blanc)
- Prunus avium (Merisier)

- *Carpinus betulus* (Charme)
- *Prunus mahaleb* (Bois de Sainte-Lucie)
- *Acer monspessulanum* (Erable de Montpellier)
- *Celtis australis* (Micocoulier Provence)
- *Crataegus germanica* (Néflier)

Les arbres sont plantés sur des prairies et des arbustes en sous-bois pour créer des zones de refuges pour les animaux et pour créer des filtres visuels plus importants (multiplier les fronts visuels).

Les arbres plantés en isolés marquent les entrées du bâtiment, sinon, ils sont toujours plantés en groupes sur une prairie.

Dans les arbres de ces bosquets, des nichoirs à oiseaux sont installés en association avec des pierriers pour les lézards et des gîtes pour abeilles sauvages. Le site dispose de 2 bassins « incendie ».



Figure 13 : Plan de repérage des espaces verts et emprise au sol

### 3.3. Gestion des eaux de pluie et de ruissellement

Pour information, les eaux pluviales ne pourront être infiltrées à la parcelle du fait d'une pollution des sols sur l'ensemble de la parcelle.

Afin d'être en accord avec le SAGE de l'est Lyonnais, le présent projet prévoit le traitement des eaux pluviales avec la mise en place d'un bassin d'après les principes suivants :

- Les eaux pluviales des toitures seront canalisées dans un réseau séparé et dirigées vers un bassin enterré étanche avant d'être rejetées vers le réseau public ;
- Les eaux pluviales des voiries seront canalisées dans un réseau séparé, puis traitées par un séparateur hydrocarbures avant d'être tamponnées dans un bassin enterré étanche, puis rejetées au réseau public ;
- En sortie des bassins étanches des stations de relevages pomperont des eaux en direction du réseau public ;
- En cas d'incendie : les stations de relevages seront coupées pour l'isolement des bassins étanches.

Ce bassin sera réalisé en buse acier de type Tubosider d'un diamètre de 2 500 mm. Chaque élément sera équipé d'une station de relevage d'un débit unitaire de 30 l/s pour arriver au débit global de 60 l/s.

Concernant les pollutions véhiculées par les eaux de ruissellement, il est prévu de mettre en œuvre un double traitement. Dans un premier temps, les eaux seront rejetées dans un bassin de décantation et dans un second temps, il sera mis en œuvre un décanteur particulaire.

Enfin, une rétention de 1 450 m<sup>3</sup> sera prévue pour les eaux potentiellement polluées en cas d'incendie. La rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie sera assurée en totalité par les bassins de rétention enterrés et étanches. L'ouvrage sera également équipé en sortie d'une station de relevage, la coupure de cette pompe permettra la rétention des eaux d'extinction. La pompe de relevage sera asservie à la détection incendie du site.



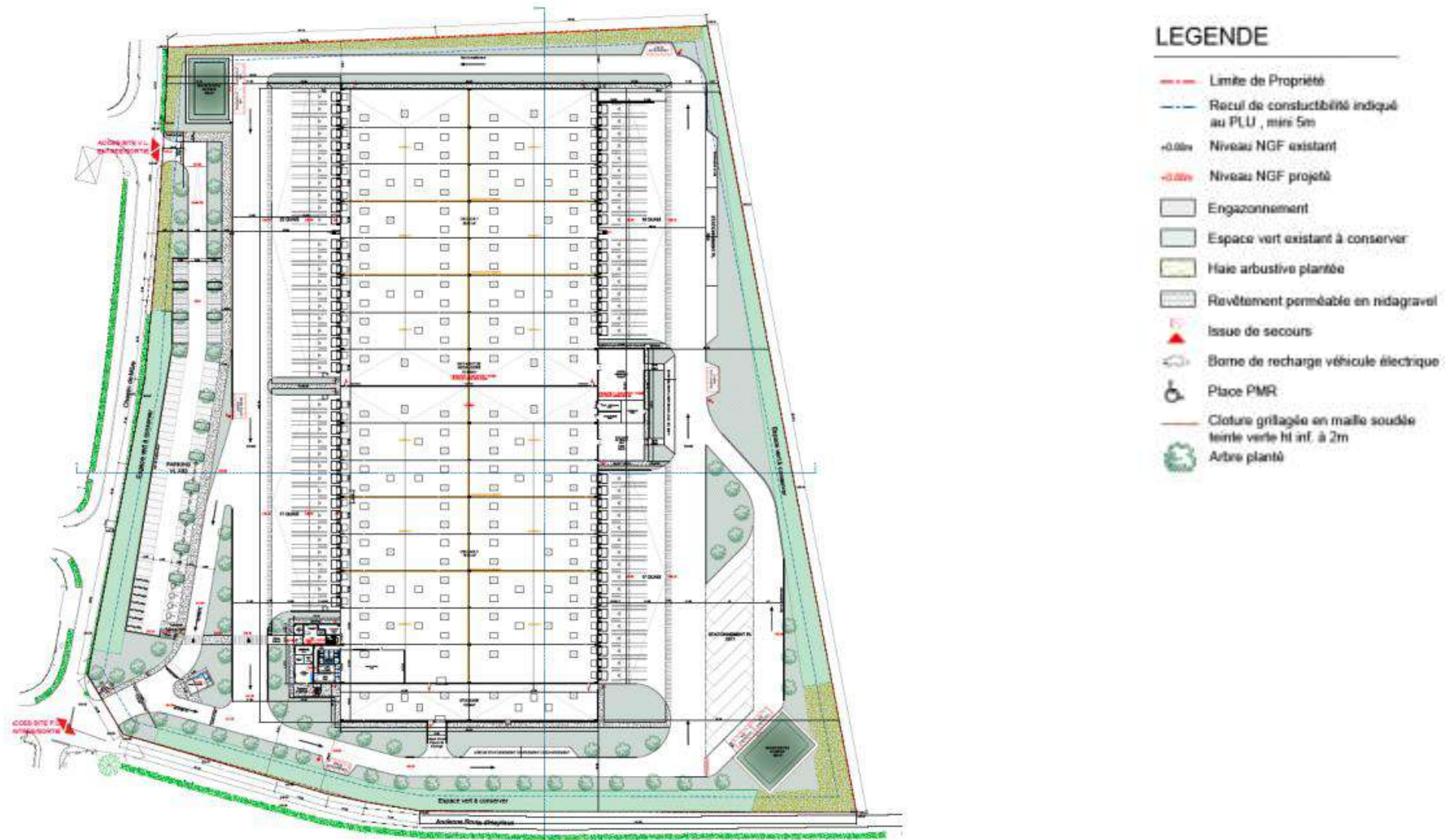


Figure 14 : Plan masse environnemental de l'aménagement projeté (Source : MACADDAM, maître d'œuvre du projet)

## 4. Impacts du projet et mesures mises en œuvre

Milieu	Niveau d'enjeu	Thématique	Phase	Description de l'impact	Impact brut	Contexte du projet et/ou mesures	Impact résiduel
<b>Milieu physique</b>	Très faible	Sol/Sous-sol	Chantier	Pollution accidentelle des sols et sous-sols	Faible	<b>Mesures :</b> Absence d'utilisation de produits phytosanitaires/chimiques Entretien régulier des engins de chantier (hors du site) Charte chantier à faibles nuisances (BREEAM)	Très faible
				Altération des sols	Faible	<b>Mesures :</b> Évacuation des sols excavés et réemployés réduite au maximum	Très faible
			Exploitation	Pollution accidentelle des sols et sous-sols	Faible	<b>Mesures :</b> Absence d'utilisation de produits phytosanitaires/chimiques Entretien régulier des engins de chantier (hors du site)	Très faible
		Eaux superficielles et souterraines	Chantier	Pollution accidentelle des eaux superficielles et souterraines	Faible	<b>Mesures :</b> Absence d'utilisation de produits phytosanitaires/chimiques Entretien régulier des engins de chantier (hors du site) Charte chantier à faibles nuisances (BREEAM)	Très faible
				Modification des eaux de ruissellement	Faible	<b>Mesures :</b> Les interventions par temps de pluie doivent être réduites au strict nécessaire, pour éviter le transport de pollution chronique (mécanique ou chimique) dans les fossés et pouvoir plus facilement intercepter une éventuelle pollution accidentelle	Très faible
			Exploitation	Modification des eaux de ruissellement	Faible		Très faible
		Risques naturels	Chantier & exploitation	Aggravation des risques naturels	Faible	<i>Les risques naturels (sismique et retrait-gonflement des argiles) relevés lors de l'état initial ne sont pas de nature à être aggravés par le présent projet.</i>	
<b>Milieu humain</b>	Très faible à faible	Risques technologiques / Sites et sols pollués	Chantier & exploitation	Aggravation des risques technologiques et des risques liés aux pollutions avérées	Faible	<i>[Les risques technologiques et les risques liés à la pollution avérée relevés lors de l'état initial ne sont pas de nature à être aggravés par le présent projet.]</i>	Très faible

		Urbanisme et servitude	Chantier & exploitation	Compatibilité au PLU et à la loi Montagne	Faible	<i>Le projet est compatible avec le PLU. De plus, il présente une urbanisation en continuité de l'existant, de taille limitée et compatible avec les activités voisines.</i>	Nul
		Population	Chantier	Acoustique	Faible	<i>Le chantier sera réalisé en journée, sur des périodes de travail classique : les impacts pressentis sont très faibles et sur une période estimée courte.</i>	Très faible
				Vibrations	Faible		Très faible
				Émissions de poussières	Faible		Très faible
				Gestion des déchets	Faible	<b>Mesures :</b> Respect des plans départementaux de gestion des déchets Tri des déchets en conteneurs distincts avec affichage sur chaque container Interdiction de tout rejet ou élimination sur site Interdiction de tout brûlage sur site Export vers des filières de valorisation adaptées à chaque type de déchet Charte chantier à faibles nuisances (BREEAM)	Très faible
		Sécurité	Chantier	Risque lié à la population	Faible	<i>Le chantier s'opèrera sur des surfaces non utilisées le public : le risque lié à la population est minimisé.</i> <b>Mesures :</b> Chantier interdit au public	Très faible
		Paysage	Chantier & exploitation	Insertion paysagère	Faible	<b>Mesures :</b> Chantier propre Aménagement projeté en continuité urbaine de l'existant Recherche de l'harmonie avec le paysage bâti environnant et le caractère général du site	Très faible

<b>Milieu naturel</b>	Faible à modéré	Zonage réglementaire	Chantier & exploitation	-	Très faible	<i>Compte tenu de l'urbanisation existante du site et de la typologie du projet et s'inscrit dans la continuité du tissu urbain. Aucune incompatibilité n'est attendue.</i>	Très faible
		Habitat et biodiversité	Chantier	Destruction/Altération d'habitat fortement anthropisé Destruction/Dérangement d'espèces animales/végétales	Modéré	<b>Mesures :</b> <i>Adaptation des périodes de chantier</i> <i>Dispositif anti-intrusion de la petite faune</i> <i>Charte chantier à faibles nuisances (BREEAM)</i>	Faible
			Chantier & exploitation	Pollution accidentelle du milieu naturel	Faible	<b>Mesures :</b> <i>Absence d'utilisation de produits phytosanitaires/chimiques</i> <i>Entretien régulier des engins de chantier (hors du site)</i> <i>Création d'habitats artificiels</i> <i>Systématisation de la gestion écologique des espaces</i>	Très faible



## 5. Analyse des effets cumulés

Source : MRAe, CGEDD

La notion de cumul d'incidences fait référence à la possibilité que les effets résiduels permanents occasionnés par l'aménagement s'ajoutent à ceux d'autres projets dans le même secteur ou à proximité de ceux-ci, qui engendreraient ainsi des effets de plus grande ampleur sur le milieu récepteur.

Selon la réglementation (Code de l'environnement, article R.122-5 - 4°), les projets existants ou approuvés sont ceux qui ont fait l'objet à la date du dépôt de l'étude d'impact :

- D'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;
- D'une évaluation environnementale au titre du code de l'environnement et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.

Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté au titre des articles R.214-6 à R.214-31 mentionnant un délai devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation, d'approbation et d'exécution est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le maître d'ouvrage.

Les recherches ont été effectuées dans un rayon de 3 km autour de la zone projet (sur la base des avis de l'autorité environnementale de 3 ans ou moins).

Communes de recherche : Valencin, Chaponnay, Heyrieux, Genas, Toussieu, Saint-Priest, Saint-Pierre-de-Chandieu, Grenay, Moins, Saint-Laurent-de-Mure, Saint-Bonnet-de-Mure.

Aucun projet dont l'avis de l'autorité environnementale a été publié durant les 3 dernières années n'est recensé.

**Aucun impact cumulé n'est attendu sur le présent projet.**